

Création d'un institut de nouvelles compétences (centre de formation) au BURUNDI : Proposition d'étude de faisabilité

- ▶ Porteur de projet : Maximilien NSHIMAYEZU, membre de l'AJV.
nshimaxal@gmail.com
- ▶ Maîtrise d'œuvre : IDM, François ULLMAN
francois.ullmann@ingenieursdumonde.org : +33 685 21 66 21
- ▶ Chef de projet IDM : Michel CHONG
michel.chong@ingenieursdumonde.org

SOMMAIRE

- ▶ Présentation d'ingénieurs du monde
- ▶ Présentation du Burundi
- ▶ Contexte général
- ▶ Contexte de la formation professionnelle et technique
- ▶ Problèmes à résoudre
- ▶ Groupes cibles potentiels
- ▶ Le projet :
 - Objectifs du projet
 - Finalités
 - Publics cibles
 - Lieux d'exécution
 - Méthodes et stratégies
 - Résultats attendus et indicateurs
 - Impacts attendus
- ▶ Déroulement du projet :
 - Conduite de l'étude de faisabilité
 - Objectif général
 - Objectifs spécifiques
 - Résultat attendu
 - Durée de l'étude
 - Aspects financiers
 - Schéma de réalisation de l'étude
 - Conduite action
 - Liste des partenaires pressentis
 - Calendrier du projet
 - Réalisation du projet



ONG bénéficiant du statut consultatif par le Conseil
Economique et Social de l'ONU

www.ingenieursdumonde.org

Présentation d'ingénieurs du monde

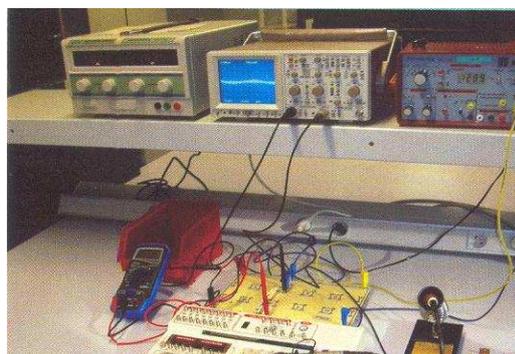
Notre objectif :

Améliorer les conditions de vie des pays en voie de développement ou émergents par :

- ▶ Transfert de connaissances et savoir-faire technique
- ▶ Formations aux technologies
- ▶ Suivi de projets

Exemple d'activité opérationnelle en Tanzanie avec l'aide de partenaires qui pourrait déboucher sur une synergie régionale :

- ▶ KIITEC
Kilimanjaro International Institute for Telecommunications Electronics
Computers a été créé par FTE-Genève et est géré par ADEI-France en partenariat avec
Ingénieur du Monde.



Institut des Nouvelles Compétences et d'Accompagnement des Acteurs, I.N.C.A.A.

■ Présentation du Burundi

Le Burundi est un pays fortement enclavé et présente une forte densité de population (environ 8 millions d'habitants pour une superficie de 27.834 km². Il se situe au 173^{ème} rang sur 177 pays pour l'IDH (Indice de Développement Humain).

Le pays a connu pendant plus de 10 ans des conflits internes et est depuis 2002 en phase de reconstruction.

Le secteur privé burundais, sortant d'une longue période de crise économique et d'instabilité, est relativement affaibli et connaît un certain nombre de difficultés qui freinent sa capacité à se développer

Le Burundi a intégré l'AEC (African East Community) si bien que les opérateurs économiques burundais se retrouvent aujourd'hui en concurrence directe avec les entrepreneurs des pays limitrophes bien plus habitués à affronter la concurrence internationale et bénéficiant, eux, de services d'appui performants.

Il paraît donc nécessaire que les entreprises burundaises soient créatives et gagnent en productivité afin de faire face à la concurrence sous régionale.

Le Burundi bénéficie pourtant de certains avantages comparatifs (main d'œuvre active nombreuse et relativement peu coûteuse, climat permettant une gamme importante de cultures sur toute l'année, infrastructures encore en relatif bon état comme réseau routier, eau, électricité, adduction d'eau etc).

Son économie reste largement basée sur les ressources agricoles (56% du PIB sont issus du secteur primaire qui occupe plus de 90 % de la population en terme d'emploi, fournit 95 % de l'offre alimentaire et plus de 95 % des recettes d'exportation par la vente du café et du thé).

La population est essentiellement rurale et tire ses moyens de subsistance d'une agriculture en général d'autosuffisance alimentaire stricte pratiquée par environ 1,2 millions de ménages faiblement monétarisés et exploitant chacun 0,5 ha en moyenne.

Les activités rémunératrices sont rares et les cultures de rente sont surtout le café et le thé. Le marché intérieur est très restreint et caractérisé par une faiblesse du pouvoir d'achat. Les activités reposent principalement sur

Les principaux enjeux pour le Burundi sont de pouvoir permettre à sa jeunesse :

- ▶ l'accès à l'éducation de base d'une part en favorisant pour un maximum de jeunes burundais l'accès au cycle secondaire,
- ▶ de donner des possibilités d'avenir par l'acquisition de qualifications professionnelles permettant l'accès au marché du travail au sein du secteur structuré ou le plus souvent par l'auto emploi d'autre part.

une économie informelle. Quelques entreprises structurées sont présentes sur le Burundi, dans l'agroalimentaire (brasseries, transformations de fruits et légumes, café, thé...), le secteur du bâtiment, les garages.

Le Burundi reste donc globalement caractérisé par une forte pauvreté et une population très jeune puisque 70 à 80 % de sa population a moins de 18 ans.

■ Contexte général

Tous les acteurs politiques et économiques de l'union Africaine s'accordent à dire qu'une des clés pour lutter contre la pauvreté d'un certain nombre de pays Africains, est de développer les ressources humaines. Pour cela, l'enseignement technique et la formation professionnelle représentent un des piliers incontournable. En effet, le plan d'actions pour la seconde décennie (2006-2015) dont l'un des axes stratégiques est de répondre aux enjeux que représentent le développement économique afin d'éradiquer la pauvreté. L'objectif est de mettre en place une ingénierie de formation basée sur les besoins en formation. A l'instar de ce qui existe à Singapour, tout comme l'analyse des stratégies propres à de nombreux pays dans le monde le démontrent, il s'agit de faire le lien entre la formation professionnelle et les besoins d'emplois dans les entreprises. Il faut également encourager, voire stimuler l'entrepreneuriat pour inculquer aux personnes, un processus entrepreneurial de type auto entrepreneur, tel qu'il existe en France depuis janvier 2009. A ce jour, 50% des créations d'entreprise, sont créées sous le statut d'auto entrepreneur. Celui-ci a le mérite de contribuer de manière significative au développement économique, mais également de favoriser la création de son propre emploi, voire même plusieurs emplois et du même coup être « Entrepreneur de son destin ». Un autre point, sur lequel, il paraît indispensable de s'attarder de manière durable, est de permettre aux individus de maintenir leurs compétences tout au long de leur vie professionnelle.

■ Contexte de la Formation Professionnelle et Technique

Le dispositif national de formation professionnelle est en voie de consolidation.

En effet, le Ministère de l'Education burundais, qui jusqu'au milieu du 1er trimestre 2009, était en charge de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle, s'est scindé en trois ministères distincts :

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;

Le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (intégrant l'enseignement technique) ;

Enfin, le Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat.

C'est ce dernier qui a aujourd'hui la gestion des Centres d'Enseignements des Métiers.

A l'issue du cycle primaire (6ème), c'est-à-dire à l'âge de 12/13 ans, les élèves passent le concours national.

La réussite à ce concours national permet aux jeunes de pouvoir poursuivre en cycle secondaire. Le pourcentage de poursuite est plutôt faible (de l'ordre de 30 à 40 %).

En cas d'échec, les jeunes peuvent s'orienter vers d'autres dispositifs que sont les collèges communaux ou les Centres d'Enseignement des Métiers.

Il s'agit alors dans ces derniers de proposer une formation de 3 ans permettant d'acquérir les compétences de bases d'un certain nombre de métiers (couture, menuiserie, métiers du bâtiment...) et de favoriser à la sortie l'auto-emploi.

Il existe près d'une centaine de centres d'enseignement des métiers sur l'ensemble du territoire burundais. Un certain nombre ne sont pas ou plus

fonctionnels et pour ceux qui le sont, ne fonctionnent qu'avec peu de moyens voire des moyens inexistants.

Le fonctionnement des CEM est relativement peu efficace, il repose sur une intégration des élèves par l'échec, les élèves qui entrent dans les CEM sont ceux qui ont généralement échoué au concours national. La motivation n'est donc pas le principal critère de choix de l'orientation des élèves. Peu d'élèves s'orientent naturellement vers ces centres qui rencontrent beaucoup de difficultés pour remplir les classes.

Les moyens matériels, pédagogiques et financiers ne permettent pas l'acquisition des compétences nécessaires aux métiers visés.

Force est de constater une érosion importante du nombre des élèves au fur et à mesure des 3 années de formation, 50 à 70 % des élèves qui sont entrés en 1ère année ne termineront pas leur cursus de 3 ans.

Les formateurs, par manque de moyens, ne peuvent dispenser de cours pratiques. Ils n'ont, de leur côté, pas bénéficié de recyclage depuis des années.

Le rapport des ateliers de réflexion et de travail organisés à Bujumbura en novembre 2006 sur le thème de la formation professionnelle fait ressortir les besoins prioritaires dans ce domaine et a mis en évidence les filières de formation professionnelle devant bénéficier d'un appui.

C'est ainsi que notre projet vise à s'inscrire dans ce cadre, en s'appuyant sur les entreprises et artisans en place pour développer une formation pratique. Celle-ci vise à doter les jeunes burundais concernés, des profils recherchés par l'environnement économique et à accompagner les jeunes jusqu'à leur insertion au sein du secteur structuré ou plus souvent par l'auto emploi et la création et le développement d'entreprises.

Le projet qui est présenté ci-dessous s'inscrit dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté « CSLP » que le Burundi a adopté depuis 2006, de la stratégie « AFRICAN UNION » pour revitaliser la formation et l'enseignement techniques et professionnels en Afrique. (Cf. document novembre 2006) ainsi que des Objectifs du Millénaire pour le Développement (O.M.D.). Il rassemble un certain nombre de bonnes pratiques observées et mise en pratique auprès de nombreuses régions en France. Par exemple, la mise en place de formation-action (Learning by doing), qui a déjà obtenu de nombreux résultats auprès de publics créateurs et repreneurs d'entreprise. Il constitue la première étape vers la mise en place d'un dispositif de formation technique et professionnelle, basé sur un socle méthodologique et une ingénierie de qualification.

■ Problème à résoudre

- ▶ Les jeunes ne trouvent pas à la sortie des dispositifs d'enseignement technique et de formation professionnelle, les postes qui correspondent à leurs attentes. Face à cette problématique, il s'agit de proposer une alternative au travail salarié en proposant, une orientation vers l'auto-emploi en favorisant la création de micro-activité. Avec l'aide des acteurs économiques et politiques, et en fonction des besoins repérés, le projet consiste à orienter ces jeunes vers les dispositifs d'accompagnement (sensibilisation, orientation, formation, accompagnement à la création d'activité). Le recours aux nouvelles technologies pour acquérir des compétences nouvelles et transverses représentent pour les jeunes un défi pour rester compétitifs face à ces voisins limitrophes.

■ Groupes cibles potentiels

- ▶ Les jeunes femmes et hommes diplômés de l'enseignement général ou technique qui ne trouvent pas d'emploi.

Le projet

■ Objectifs :

A partir des besoins exprimés, l'objectif principal du projet est la création d'un institut dédié aux nouvelles compétences dont la mission consiste à fédérer et appuyer les acteurs locaux de l'entrepreneuriat et des régions par :

- ▶ La mise en place d'une ingénierie d'accompagnement des porteurs de projet
- ▶ Le maillage des territoires et des régions
- ▶ La formation des formateurs à la création d'activité

■ Finalités :

- ▶ Elaborer des partenariats avec les autorités de tutelles burundaises
- ▶ Accompagner les politiques de formation et d'enseignement par l'intégration sociale et professionnelle par l'économique.
- ▶ Intégrer la solidarité économique durable et favoriser la reconstruction pour contribuer à la paix
- ▶ Renforcer les compétences des acteurs locaux de développement et l'esprit d'auto-promotion

■ Publics cibles :

- ▶ Cibles finales : population jeunes, demandeurs d'emploi avec ou sans formation technique et professionnelle

■ Lieux d'exécution :

17 provinces dont 4 pilotes

- ▶ CIBITOKÉ
- ▶ BUJUMBURA RURAL
- ▶ BUJUMBURA MAIRIE
- ▶ MAKAMBA

■ Méthodes et stratégies :

Il s'agit de mettre en place des dispositifs durables de soutien et d'encouragement à l'entrepreneuriat. Pour cela :

- ▶ Apprendre aux acteurs locaux à travailler en synergie, notamment pour élaborer des parcours de soutien (multi-structures) à l'entrepreneuriat
- ▶ Développer des « points d'accès à la téléformation » pour répondre aux manques de formateurs dans les provinces
- ▶ Mise en œuvre de formation action pour alterner des périodes dans les « points d'accès à la téléformation » avec les périodes en entreprise (donner du sens à la formation)
- ▶ Repérer les bonnes pratiques en matière d'ingénierie d'accompagnement pour déployer des dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat durable.

- ▶ Prendre appui sur des expériences et transferts réussis de mise en place de dispositifs qualifiants (exemple AFPA)

■ Les moyens :

- ▶ Utilisation des technologies numériques et du travail à distance
- ▶ Elaboration d'une cartographie des acteurs de l'entrepreneuriat
- ▶ Charte de bonnes pratiques pour l'accompagnement des porteurs de projet

■ Résultat attendu et indicateur :

- ▶ Mise en place de dispositifs d'appui et de soutien à l'entrepreneuriat

■ Impacts attendus:

- ▶ Développement de l'entrepreneuriat pour favoriser insertion par l'économique et l'auto activité
- ▶ Développement des partenariats et du travail en réseaux avec les différents acteurs de l'entrepreneuriat
- ▶ Développement des compétences collectives des acteurs de l'entrepreneuriat

■ Déroulement du projet :

- ▶ Le projet sera réalisé en deux étapes principales :

1. La conduite de l'étude de faisabilité du projet

Objectif général :

Définir une stratégie concertée en adéquation avec la politique national du pays en tenant en considération les projets en cours portant sur les mêmes domaines et ceux qui sont à l'étude :

Objectifs spécifiques de l'étude de faisabilité :

- ▶ Identification des acteurs potentiels de l'entrepreneuriat
- ▶ Evaluation des moyens techniques et technologiques
- ▶ Prospection des partenaires pour la création de l'institut des nouvelles compétences

Résultat attendu :

- ▶ Diagnostic-action de la faisabilité de l'institut des nouvelles compétences

Durée de réalisation de l'étude : 14 jours

Aspects financiers:

A ce stade de l'étude du projet, les frais concernent la mission d'évaluation des besoins pour l'élaboration de la cartographie des compétences :

Billets avion : $3 \times 1200 = 3\ 600$

Frais de séjour (Hôtel et repas) : $100 \times 14 \times 3 = 4\ 200$

Location véhicule : $40 \times 14 = 560$

Essence : $50 \times 14 \times 1 = 700$

Assurances : $200 \times 3 = 600$

Frais de documentation et connexes : 500

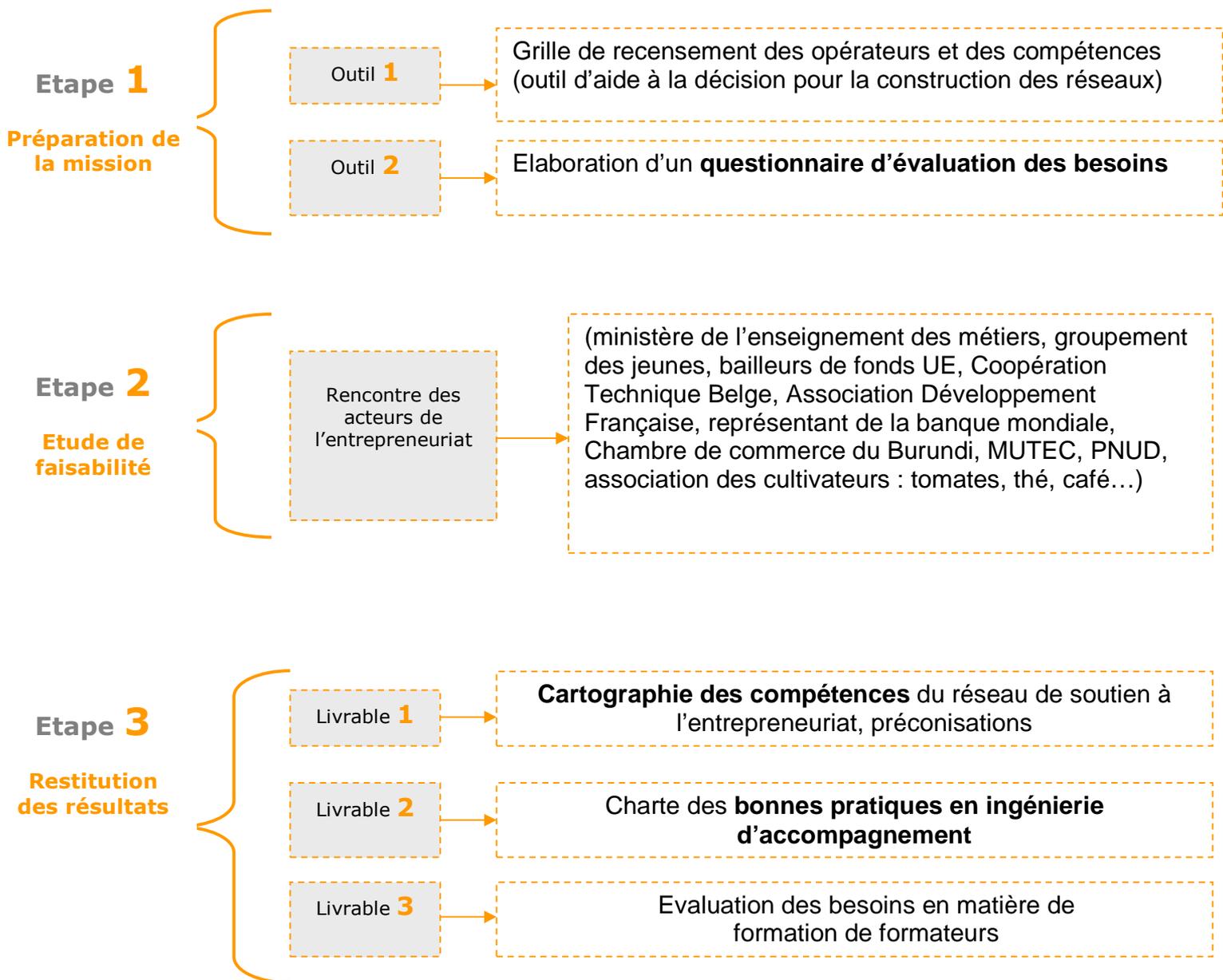
Frais divers (transferts, déplacements sur place, invitations,...) :
1200 Euros

Autres frais (télécom, internet, dossiers, postes, etc..) = 1000 Euros

Total = 12 360 €

■ Schéma de réalisation de l'étude de faisabilité du projet:

Les étapes du projet :



■ Conduite-action :

- ▶ Porteur de projet : Maximilien NSHIMAYEZU, membre de l'AJV.
- ▶ Maîtrise d'œuvre : Charles ROSTAIN, vice-président IDM
- ▶ Chef de projet IDM : Michel CHONG

■ Liste des partenaires :

A BUJUMBURA :

- ▶ Présidence de la république
- ▶ Ministère de l'Enseignement des métiers
- ▶ Ministère de la jeunesse et des sports

Mais également : La Commission Européenne, Banque Mondiale, Ambassade de France et Suisse, PNUD,...

■ Calendrier du projet :

- ▶ Etude de faisabilité : octobre 2009
- ▶ Diagnostic-action de la faisabilité de l'institut des nouvelles compétences
- ▶ élaboration d'un cahier des charges (orientation, sensibilisation, formation, accompagnement des porteurs de projet)

2. La réalisation du projet

Il s'agit d'accompagner la mise en place du centre dans ces différentes composantes telles qu'elles sont établies dans le projet suite à l'étude de faisabilité, conformément à la planification et aux recommandations de l'étude, notamment en rendant acteurs le peuple BURUNDAIS de son intégration dans la communauté mondiale et de l'économie du savoir, avec une vision fondée sur le développement des ressources humaines qui prend appui sur les technologies de l'information et de la communication.